



Refondation de la filière nucléaire française... Une gabegie annoncée.

A la lecture du rapport d'expertise et des informations échangées avec les experts du Comité de Groupe France, les représentants FO constatent et dénoncent la défaillance des dirigeants d'AREVA, d'EDF et du gouvernement.

Cela aura des conséquences industrielles et sociales irréremédiables pour le groupe AREVA.

Alors que l'état a annoncé le 3 juin dernier, les principes de la refondation nucléaire française, force est de constater que 6 mois plus tard, les principaux acteurs sont incapables de s'entendre et d'établir une stratégie commune qui préserve les emplois et les activités françaises, qui garantisse l'indépendance énergétique de notre pays.

Aujourd'hui EDF refuse d'assumer son rôle de chef de file de la filière et continue à suivre sa stratégie unique d'exploitant.

AREVA déploie son plan de réduction des effectifs comme seul levier à sa main.

L'Etat attend et espère que le montant de recapitalisation sera le plus faible possible.

Le temps n'est plus aux tergiversations nombrilistes mais à la mise en œuvre d'une véritable stratégie de filière qui tienne compte des impératifs opérationnels, redonne des perspectives industrielles cohérentes pour chacune des sociétés et permette un équilibre économique partagé (gagnant/gagnant).

Les représentants FO et les membres des autres OS présents au CGF du 10 décembre 2015 ont décidé d'interpeler le Conseil d'administration d'Areva en rédigeant une délibération qui signifie **notre désaccord sur des orientations stratégiques fondamentales** :

- ✓ Une stratégie fondée sur l'offre de savoir-faire technologiques, en lieu et place de systèmes complets, ce qui expose le groupe à des transferts de technologie non maîtrisés. (ex: creuset froid/usine de retraitement ; ingénierie/ilot nucléaire)

- ✓ Les risques pris dans une négociation sous contrainte avec les partenaires chinois. (la recherche de cash à court terme ne doit pas être le seul critère)
- ✓ Le peu de considération donnée à l'offre de coopération des partenaires historique japonais (MHI)
- ✓ L'absence de repositionnement de l'activité Eolien Off-Shore forte consommatrice de cash

Et questionne sur des thèmes qui demandent des réponses claires:

- ✓ En premier lieu, il convient de ne plus reporter la définition d'un schéma pour assurer le remboursement de presque 2 milliards de dette en septembre 2016.
- ✓ En second lieu, où en est-on du traitement de la question OL3 : qu'est-il décidé sur un dossier certes complexe mais connu des représentants de l'Etat depuis plusieurs années ?
- ✓ La cession d'AREVA NP à EDF que l'Etat a décidée en Juin dernier peut-elle être remise en question ?
- ✓ Comment assurer la pérennité d'AREVA NC si ce risque est conservé au sein de son périmètre ?
- ✓ Comment envisagez-vous de concilier les engagements pris avec le groupe japonais MHI notre partenaire sur le dossier ATMEA avec la coopération décidée par EDF sur le réacteur Chinois Hualong en Grande-Bretagne ?
- ✓ Le partenariat avec EDF prévoyait l'élaboration des contrats cadre dans divers domaines du cycle du combustible. Où en est-on précisément ? Pourquoi ne sont-ils pas présentés ?
- ✓ Quel traitement est apporté aux activités Défense aujourd'hui dans le périmètre du groupe ?
- ✓ Quel est l'état des discussions avec chacun des potentiels investisseurs chinois pour participer à la restructuration ou au dépeçage d'Areva ?

FO a voté contre cette absence de stratégie et rappelle aux membres du Conseil d'Administration qu'il est de leur responsabilité de s'assurer que la stratégie doit servir l'intérêt social de l'entreprise.

Vos collègues FO